

Production – Entreprise

Respectable Loge, La Vraie Lumière, Orient de Nancy, Région 4

La crise sanitaire que nous traversons nous oblige, par ses effets de désorganisation, à repenser nos modèles de fonctionnement pour préserver une société plus juste qui pratique la solidarité et la fraternité.

Lors de la première vague, nous avons exprimé nos inquiétudes concernant trois domaines qui nous semblaient importants pour notre souveraineté, mais aussi pour celle de l'Europe :

- Santé
- Alimentation
- Energie

La sanctuarisation de ces trois domaines évite toute régression sociale et humaine, voire même philosophique. Elle permet d'assurer la sécurité de tous. La transformation des droits sociaux en un espace de libre échange pour les marchands et les marchandises dégrade nos conditions humaines et nos libertés.

La Loi Bachelot de 2009, connu sous le nom HPTS (Hôpital Patient Territoire Santé), censé résoudre les problèmes d'un secteur déjà en crise, impose la tarification à l'activité, dite T2A. Ce principe favorise la surconsommation des soins médicaux, n'incite pas à soigner rapidement le patient et freine le développement des actes préventifs non rémunérés. Le patient devient un consommateur source de revenu pour l'Hôpital public. Les individus qui composent nos services de soins, médecins, soignants et administratifs, sont rationnels et lucides. Leur imposer des objectifs budgétaires et les transformer en VRP risquent de modifier leurs perceptions de l'acte médical. Fort heureusement ils se sont montrés dignes de toute la confiance qu'on place en eux.

Cette crise a révélé aussi des points positifs. Nous avons observé ici et là des initiatives, même limitées, qui permettent de raccourcir les chaînes d'approvisionnement et de respecter les besoins écologiques. Une autre organisation de l'entreprise et de ses missions et de l'outil de production est nécessaire. Une accélération de la transition écologique et une gestion intelligente des ressources sont primordiales.

L'entreprise a dû s'adapter lors du premier confinement. Recours au chômage partiel pris en charge à 85% par les pouvoirs publics, télétravail, réadaptation des effectifs et de l'outil de production pour certains, fermeture totale, perte du chiffre d'affaires et fonte de la trésorerie pour beaucoup d'autres. La réponse de l'Etat se situe sur deux niveaux :

- Les aides directes, salvatrices mais faibles
- L'endettement

Si le premier point permet à un certain nombre de tenir le choc, le deuxième nous semble dangereux. En quelques mois, l'endettement des entreprises se monte à 116 milliards d'euros, dont 67 milliards pour les PME. 58 % ont servi à la trésorerie courante, 23 % pour rembourser des dettes préexistantes et seulement 11 % à l'investissement.

Autre point inquiétant pour l'économie, les reports de charges, qui pour des PME signifient « reculer pour mieux sauter ».

L'achat par les banques centrales et la BCE des titres de dettes publiques, s'élèvera à hauteur de 30 % d'ici la fin de l'année. Il est peu probable qu'on retrouve un jour ces titres sur le marché ou que la BCE exige leur remboursement. A long terme, cette politique ne pose pas de problème technique, mais accroîtra les inégalités de richesses et créera d'autres difficultés, comme doper artificiellement les cours de la bourse alors que pour le petit épargnant, des taux d'intérêts nuls ou négatifs ne sont pas vraiment une bonne nouvelle.

La crise a démontré des insuffisances dans la couverture numérique et des inégalités d'accès. Si 25,3 % des salariés du secteur privé étaient en télétravail lors de la première vague contre 3,1 % auparavant, 20 % de la population, soit 13 millions de personnes, sont victimes d'une couverture insuffisante du réseau haut débit et l'absence d'aide à l'équipement.

Les démarches et déclarations, l'école à distance, la banque, le commerce électronique et l'accès à internet deviennent des leviers indispensables pour faire face à une situation urgente. Des efforts doivent être entrepris par les pouvoirs publics pour contrer l'incapacité à s'emparer de l'outil

technologique (l'illelectronisme). L'Etat se doit d'aider les ménages tant au niveau de l'équipement que des abonnements.

En franc-maçonnerie, « le temps ne compte pas ». Sa mesure dans nos ateliers est différente de celle du monde profane. Nous ne travaillons jamais au présent car il n'a pas de réalité durable. De ce fait, notre contribution reste balbutiante et mérite un travail plus dans le temps maçonnique.

Le changement de paradigme auquel nous assistons n'est pas seulement du aux incidences de cette pandémie, même s'il est incontestable que celle-ci peut être un catalyseur et un accélérateur des changements qui sont à l'œuvre.

La question économique a des répercussions considérables sur tous les plans et pose notamment des questions de nature :

- politico-financières : le profit doit-il être encore placé au centre de l'architecture économique ?
- sociales : le plein-emploi est-il encore un objectif réaliste et souhaitable ?
- Sociologique : penser l'organisation de nos sociétés contemporaines en classe est-elle encore une grille de lecture pertinente ?
- psychologique : le bonheur d'un agent économique se mesure-t-il à l'aune de sa performance économique ou de son utilité sociale ?
- philosophique : est-ce que j'existe parce que je produis ?

N'aurions-nous pas pu (du ?) explorer tous ces champs de réflexion ? Sans doute, mais cette tâche n'aurait-elle pas dépassé la mesure de nos capacités ?

Dans cette crise, les gouvernants accusent un train de retard plutôt qu'un train d'avance. La valse des mesures est impressionnante, le tout dans un souci de palier les manques est les problèmes qui surgissent de toutes parts, mais c'est dans le long terme que nous pouvons bâtir une vision économique anticipatrice.

Notre modeste réflexion nous amène aux propositions suivantes :

- Sortir l'Hôpital de la logique et de la pression comptable (par exemple : ne pas soumettre la santé à la vindicte de la Cour des comptes).
- Favoriser les aides directes et les exonérations de charges pour les entreprises et éviter les reports et l'endettement.
- Favoriser la relance par l'activation du moteur de la consommation.
- Refonte des divers aides sociales en une aide unique (guichet unique), avec un palier qui ne peut être en dessous du seuil de pauvreté
- Favoriser les aides directes pour l'équipement informatique des particuliers et notamment des plus démunis (sur le modèle des aides à l'achat des véhicules non polluants).
- Créer un abonnement internet sociale à bas coût.
- Juguler les déficits abyssaux des économies mondiales en instaurant la taxe Tobin et créer un mécanisme de collecte et de distribution par l'ONU et non pas par la Banque Mondial ou le FMI comme cela était prévu par son auteur initialement.